

De l'usage productif ou improductif des envois de fonds

Carlota Ramírez, Mar García Domínguez et Julia Míguez Morais

La littérature sur les envois de fonds et le développement a beaucoup traité du partage de l'utilisation des envois de fonds entre investissements productifs et consommation. Parce que seule une petite partie des transferts de fonds servent à la création de petites entreprises, à l'amélioration des pratiques agricoles ou à d'autres formes « d'investissements productifs », les décideurs et les chercheurs ont commencé à douter du potentiel de développement des envois de fonds¹ (Carling 2005).

Mais l'importance donnée à l'usage productif des envois de fonds a également été critiquée. D'une part, l'utilisation des envois de fonds pour l'achat de produits et de services essentiels qui ne pourraient pas être obtenus autrement est un facteur de réduction de la pauvreté pour de nombreux ménages, ce qui représente en soi un objectif de développement. Les dépenses de biens de « consommation » comme la nourriture, l'éducation et la santé doivent être vues comme des investissements en capital humain. Même si les effets de l'amélioration du capital humain ne sont pas immédiatement perceptibles, les conséquences sociétales à long terme devraient être prises en considération dans l'estimation des bénéfices issus des envois de fonds.

Le mouvement féministe a remis en question la prise en compte de l'usage productif comme seul aspect mesurable et « réel » des envois de fonds. L'importance donnée à la nécessité d'utiliser les transferts de fonds pour des investissements productifs et la critique de leur usage pour le financement d'une soi-disant « ostentation » (comme des fêtes ou des célébrations religieuses) ne prend en compte qu'un aspect de la vie économique des êtres humains et dévalorise les autres types d'investissements – émotionnels, symboliques, communautaires, etc. – dans les différentes sociétés.

Il faut bien garder cette idée fondamentale à l'esprit : les envois de fonds sont de l'argent privé, durement gagné (souvent au détriment de possibilités de promotion, de formation ou de loisir dans les pays de destination). Encourager les usages productifs des envois de fonds peut faire peser sur les travailleurs-ses migrant-es un fardeau qui ne s'impose pas aux autres secteurs productifs, dont les travailleurs n'ont pas à se demander si leurs revenus sont bien utilisés à l'accélération du développement de leur pays.

Références bibliographiques

Carling, J. 2005. Migrant remittances and development coopération. Oslo : International Peace Research Institute.

Ramírez, C., M. García Domínguez et J. Míguez Morais. 2005. The impact of remittances on development. In *Crossing borders: remittances, gender and development*. 17-18. Santo Domingo : INSTRAW. Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud

¹ Les données sur le sujet sont très rudimentaires, mais la Banque centrale du Salvador évalue par exemple à 1 % la part des envois de fonds consacrée à l'épargne.

Stratégies familiales, projets migratoires et mobilité sociale : les envois de fonds comme vecteurs de reproduction sociale et d'autonomisation

..... Isabel Yépez del Castillo* et Laura Merla**

Introduction

La globalisation et la mobilité géographique qui l'accompagne, qu'elle soit locale ou transnationale, sont des phénomènes qui ont un impact sur un nombre grandissant de familles, tant au Nord qu'au Sud. Le concept de *global householding* (Douglass 2006) met en avant le fait que les ménages se globalisent eux-mêmes, dans toutes les dimensions qui les composent. De plus en plus, le mariage et la vie de couple, la procréation et l'éducation des enfants, la gestion de la vie quotidienne, la génération de revenus, le *care* aux proches dépendants et, plus globalement, les pratiques de soutien mutuel qui assurent la reproduction des ménages, passent, à des degrés divers, par la mise en œuvre de stratégies qui dépassent le cadre local, et sont affectés par des dynamiques et phénomènes globaux. L'intersection entre vie familiale et globalisation donne lieu à une vaste gamme de mobilités et échanges multilocaux : mariages transnationaux, mobilité des étudiants, envois transnationaux de fonds, phénomène des *flying grandmothers* (Goulbourne et Chamberlain 2001) qui circulent à l'intérieur de réseaux familiaux transnationaux pour fournir et recevoir du *care*... Le *care* occupe en effet une place centrale dans l'économie domestique. Il circule par-delà

* Sociologue, Université catholique de Louvain, Belgique

** Sociologue, Université catholique de Louvain, Belgique

Yépez del Castillo, I. et L. Merla. 2013. Stratégies familiales, projets migratoires et mobilité sociale : les envois de fonds comme vecteurs de reproduction sociale et d'autonomisation. In *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale*. Cahiers genre et développement. N° 9. (Dir.) C. Verschuur et C. Catarino. 205-213. Paris : L'Harmattan.

les frontières en suivant un principe de réciprocité asymétrique, liant entre eux les membres de ménages « globaux » qui fonctionnent à la fois sur le mode de la coopération et du conflit (Baldassar et Merla à paraître). Ces ménages sont des lieux de contestation, de négociation, de compromis et de coopération genrés qui s'articulent autour de différences statutaires et individuelles (Douglass 2012), et à l'intérieur desquels circulent soutiens affectifs, matériels et physiques. Dans les ménages globalisés, la reproduction sociale passe désormais en grande partie par la migration, notamment parce qu'elle permet un plus grand accès aux ressources matérielles et financières nécessaires au bien-être familial.

206

Dans cet article, nous verrons à partir de l'expérience d'Ana, une Bolivienne installée en Italie depuis 2003, que les envois de fonds peuvent s'inscrire au cœur de stratégies familiales qui visent non seulement à assurer le bien-être matériel des membres proches et éloignés, mais également à investir dans l'éducation des enfants et dans la réalisation de projets fournissant à long terme sécurité matérielle et autonomie à l'égard de la famille élargie.

Étude de cas : Ana¹

Jusqu'à la fin de l'an 2000, l'Argentine et les États-Unis constituaient les destinations de migration privilégiées des Boliviens. Mais la crise en Argentine et les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont redirigé les flux migratoires vers des pays d'Europe du Sud². Massifs et surtout féminins, ces flux répondent à une demande de main-d'œuvre non qualifiée orientée principalement vers les activités du *care* et le travail domestique.

L'histoire migratoire de Ana montre bien le caractère familial que revêt la vague migratoire bolivienne des débuts du XXI^e siècle, illustrant combien la constitution des liens familiaux et le maintien de l'entraide entre les membres d'une famille transnationale dépendent en grande partie de la conception culturelle de la famille partagée par ses membres, ainsi que des obligations qu'ils se sentent tenus d'honorer les uns envers les autres (Glick Schiller *et al.* 1992; Baldassar *et al.* 2007). Dans le cas bolivien, la famille et les réseaux de parenté jouent un rôle très important. Caractérisé comme

¹ Cette interview fait partie de vingt-deux entretiens approfondis de migrantes et de leur familles réalisés entre mai et juillet 2010 dans le cadre d'une recherche sur l'exercice de la maternité transnationale entre Bergame et Cochabamba, réalisée par Mirko Mazardro (Università IUAV di Venezia), Isabel Yépez (Université Catholique de Louvain) et Carmen Ledo (Universidad Mayor de San Simon), avec le soutien du Conseil Universitaire des Universités francophones de Belgique-CUD.

² Jusqu'à en avril 2007, les Boliviens n'avaient pas besoin de visa pour entrer dans l'Union européenne. L'annonce, vers le milieu de l'année 2006, de l'introduction du visa Schengen pour les ressortissants boliviens a été suivie d'un afflux de migrant-es.

un État-providence de type familiste, l'État bolivien fait reposer sur les familles – y compris les familles migrantes – la responsabilité d'assurer le minimum nécessaire pour garantir le bien-être familial et faire face aux risques et incertitudes (Martínez Franzoni 2008).

Ana, fille aînée d'une famille urbaine de Cochabamba de cinq enfants, entame en août 2003 un exode migratoire vers l'Italie, seconde destination européenne en importance pour les Boliviens, alors que ses trois frères optent pour l'Espagne. Les politiques de régularisation et de regroupement familial moins restrictives en Espagne qu'en Italie (voir Ariza à paraître; Bonizzoni 2009), permettront aux frères d'Ana d'être rejoints par leurs enfants et épouses, alors qu'Ana continue, depuis neuf ans, à assurer le bien-être familial à distance. Ana migre vers la ville de Bergame³ quand elle a 36 ans, laissant ses deux enfants de 6 et 8 ans à la garde de son mari et de ses parents. Peu de temps avant son départ, ceux-ci quittent le centre-ville de Cochabamba pour s'installer à Tiquipaya, localité semi-rurale de la périphérie de Cochabamba, où habitent également les parents et les frères du mari d'Ana. L'angoisse provoquée par le remboursement d'un emprunt à la banque a motivé sa décision rapide de migrer; ce fut Ana qui proposa à son mari que ce soit elle qui parte compte tenu de la demande de travail féminin pour des activités de soin aux personnes âgées en Italie. Ce projet migratoire a mobilisé la solidarité de tous les membres de la famille nucléaire et élargie; une tante de son mari qui résidait en Italie lui a prêté l'argent pour le voyage et lui a offert de l'accueillir et de l'aider à trouver du travail à son arrivée en Europe. L'engagement du père de ses enfants et des grands-parents maternels et paternels de se charger, en l'absence d'Ana, des deux enfants de 6 et 8 ans, a été décisif dans la prise de décision. Ana valorise positivement le fait que le père de ses enfants s'investisse dans la vie quotidienne familiale. L'exercice intensif de la maternité à distance pendant les neuf années de son absence a été facilité non seulement par les grands-parents et les autres membres de la famille élargie qui l'ont soutenue dans sa démarche, mais également par son conjoint. Une communication constante avec ce dernier (par téléphone, lettres et photos) lui a en effet permis de suivre à distance l'évolution de ses enfants tout au long de leur croissance.

Mais le poids de la famille élargie dans la vie quotidienne, surtout dans le cas des familles d'origine rurale, s'avère, selon notre interlocutrice, écrasant par moments: « À la campagne les parents et les frères de mon mari peuvent arriver à l'improviste, ils veulent avoir la clé de la maison et donnent leur

³ Bergame, capitale d'une province du même nom, est une commune de 120 000 habitants, située à 70 kilomètres de Milan. La forte concentration de migrants boliviens (20 000 en 2008) permet de la qualifier comme « la capitale italienne des Boliviens » (Mazardro 2011).

207

opinion sur tout, je n'aime pas cela.» Éduquée en ville, Ana refuse un des traits considérés comme caractéristiques des familles rurales boliviennes où la famille élargie et la communauté articulent étroitement production et reproduction sociale depuis des temps ancestraux (Hinojosa 2009).

Ana rêve de partager une maison avec ses enfants et son mari. Cela explique que plus de la moitié de l'argent qu'elle envoie depuis neuf ans soit destinée au logement. L'argent sert à couvrir un emprunt contracté avant le voyage pour la construction d'une maison comprenant deux chambres et une cuisine, ainsi que d'autres dépenses relatives à l'achèvement de ce projet. Ce logement en construction représente également un actif pour le futur. Il s'agit d'une maison construite dans une zone semi-urbaine, et entourée d'un vaste terrain qui permet l'élevage de cochons et d'autres animaux domestiques. Après le logement, la seconde grande dépense familiale couverte par les envois de fonds concerne l'éducation des deux enfants qui étudient dans un collège privé. Ana et son mari craignent que le système éducatif public ne puisse convenablement préparer leurs enfants à poursuivre des études supérieures ni à apprendre d'autres langues. Aux dépenses fixes de logement et d'éducation s'ajoutent des dépenses imprévues, comme celles destinées à soigner des membres de la famille élargie à la santé défaillante comme les grands-parents maternels qui ont des problèmes chroniques de santé, ou la perte d'emploi du mari d'Ana. Les envois de fonds permettent ainsi de surmonter les incertitudes et les risques, dans un contexte de grande vulnérabilité et de faible protection institutionnelle.

Le cas d'Ana illustre le fait que les envois de fonds peuvent revêtir une triple fonction, en réponse aux besoins familiaux dans le pays d'origine. Ils permettent d'assurer un revenu indispensable pour les besoins quotidiens, tant de la famille nucléaire qu'élargie. Ils constituent également un mécanisme économique qui permet de faire face à des imprévus et des risques en l'absence d'un filet de sécurité garanti par l'État. Enfin, ces envois de fonds servent à constituer une base d'investissement pour le futur. Il est intéressant de noter que cette distribution diffère fortement de celle des foyers monoparentaux urbains où 95 % des fonds reçus sont consacrés à l'alimentation familiale (Ledo et Yépez 2012).

Le fait qu'Ana remplisse une indispensable fonction de pourvoyeuse de revenus conduit également à une redéfinition de la division sexuelle du travail et lui confère un pouvoir de décision plus grand. La dureté et l'intensité du travail d'«assistante à domicile» et femme à tout faire (cuisinière, aide-ménagère, jardinière) travaillant six jours sur sept, a fait envisager à diverses occasions l'éventualité du retour définitif d'Ana à Cochabamba. Mais son mari et son père l'ont convaincue qu'elle ne pourra pas obtenir en Bolivie un

revenu équivalent aux sept-cents euros qu'elle obtient mensuellement en Italie, et que son retour réduirait à néant leurs projets familiaux. Ana a profité de cette demande de prolongation de son séjour pour négocier un plus grand investissement de son mari dans l'éducation des enfants, obtenant qu'il quitte son travail dans la ville de Cochabamba pour s'occuper de la ferme familiale tout en étant plus présent dans la vie quotidienne des enfants devenus adolescents⁴. Cet arrangement est guidé par le souhait d'Ana de donner à ses enfants une éducation qui diffère des méthodes éducatives traditionnelles strictes appliquées par son propre père, et qu'elle désapprouve.

Même s'il semble peu probable, le retour en Bolivie fait toujours partie des projets d'Ana. Mais à ses yeux au minimum deux conditions doivent être remplies, conditions qui exigent d'augmenter ses revenus en Italie : terminer la construction de la maison à Cochabamba et réunir un capital suffisant pour lui assurer une autonomie financière. De mauvaises expériences commerciales entreprises avec les frères de son mari l'ont persuadée de la nécessité de séparer clairement les économies de sa famille nucléaire de celles de la famille élargie. Pour le moment, son mari partage notamment un élevage de porcs avec ses frères, et lorsqu'elle peut envoyer des fonds destinés à des activités économiques, Ana insiste auprès de son mari pour que cet argent soit utilisé dans la ferme de la famille nucléaire et non dans celle de la famille élargie.

Malheureusement la multiplicité des besoins à couvrir avec les fonds envoyés mensuellement empêche l'épargne systématique et la création d'un fonds d'investissement. Et le contexte dans lequel Ana travaille se détériore. La crise économique italienne et la concurrence de travailleuses en provenance de l'Europe de l'Est tirent en effet les salaires vers le bas ; pour accéder à un emploi, beaucoup de travailleuses du *care* renoncent à leurs droits et augmentent leur charge de travail. Il est fréquent qu'elles acceptent d'être déclarées comme employées à mi-temps alors qu'elles travaillent à temps plein, pour permettre à l'employeur de payer une cotisation de sécurité sociale et un pécule de vacances réduits (une partie du salaire étant non déclaré). Ana a dû accepter de payer intégralement toutes les charges sociales liées à son statut (y compris les charges patronales). Elle a également accepté de s'occuper de l'ensemble de tâches ménagères de la maison de la personne qu'elle soigne, y compris le jardinage. Il lui fallait régulariser son statut pour pouvoir retourner en Bolivie après sept années d'absence. Renoncer à certains droits devient ainsi une condition indispensable pour accéder à une liberté de circulation qui garantit des espaces de rencontre

⁴ La renégociation entre Ana et son mari a été analysée plus en détail dans un article publié dans Yépez, Ledo et Marzadro (2011).

affective avec les siens. Ceci est d'autant plus important que le regroupement familial en Italie n'apparaît pas comme une alternative plausible. Les conditions exigées par les lois italiennes sont très difficiles à remplir⁵ (Yépez, Ledo et Marzadro 2011), et atteindre un revenu suffisant pour entretenir une famille de quatre personnes requiert un travail intense des deux parents. Se pose alors le problème suivant : qui va s'occuper des deux adolescents qui devront affronter la plupart du temps seuls un milieu où l'intégration des jeunes migrants apparaît fortement problématique ? Dans ce contexte, prolonger la séparation physique de la famille et tenter d'épargner pour augmenter les envois de fonds au pays d'origine semblent, à court terme, l'alternative la plus viable. Ana se demande si finalement, nonobstant la tristesse et le déchirement que provoque la distance, la prolongation de son séjour en Italie n'est pas la meilleure – et seule – façon d'assurer le bien-être de sa famille.

Le cas d'Ana montre bien comment « la liberté de circulation, souvent restreinte par les politiques migratoires, est au fondement de la construction de modes de vie transnationaux qui s'inscrivent dans le droit, aujourd'hui mis à mal, de se retrouver, de vivre "en famille" » (Razy et Baby-Collin 2011, 19).

Discussion et conclusion

Les envois de fonds représentent une dimension importante des flux intra-familiaux à l'échelle globale, et font partie intégrante de l'économie morale du *care*. L'argent qui circule entre les membres d'une famille assure non seulement une fonction de soutien matériel, en permettant de faire face à des dépenses quotidiennes et de « crise », mais il est également vecteur de soutien moral et de (ré)affirmation de l'inscription des individus dans le cercle familial (Singh 2006). Ana continue à faire partie intégrante à la fois de sa famille nucléaire et élargie, et à participer activement à la fois à l'amélioration des conditions de vie et à la réalisation de projets futurs dans lesquels elle trouve sa place. La dimension sociale de l'argent est encore largement ignorée par la littérature sur les envois de fonds, qui se centre sur les aspects économiques des flux transnationaux. La sociologie de l'argent met en avant le fait que l'argent façonne, et est façonné, par les relations sociales et les valeurs culturelles (Singh 2007). L'argent qui circule agit comme un vecteur de *care*, de soutien et de relations familiales. Comme l'exemple d'Ana le montre, il implique, au-delà des émetteurs et destinataires directs de fonds (ici, Ana et son mari), un ensemble de tiers (enfants, grand-parents, fratrie, etc.) et transforme les ménages à la fois dans le pays d'origine et de destination (Zelizer 2005).

⁵ Exigences liées à la taille minimum requise pour les logements, ainsi que pour les revenus familiaux.

L'exemple d'Ana montre en effet que la migration féminine peut, au-delà des stratégies de survie individuelles ou familiales, s'inscrire dans un projet de mobilité sociale, d'émancipation et d'autonomisation au croisement entre société d'origine et d'accueil.

Les envois de fonds, de par leur matérialité, permettent d'assurer dans une certaine mesure la présence « physique » des membres de la famille qui vivent à distance. Les envois de fonds et d'objets marquent à la fois la présence virtuelle et physique de la personne qui est loin, son attachement à la communauté d'origine, et peuvent offrir les gages d'un éventuel retour définitif au pays, notamment lorsque les fonds sont utilisés pour construire ou entretenir un logement, comme c'est le cas d'Ana (Fog Olwig 2007). Ces investissements, qu'ils servent à soutenir un éventuel projet de retour, ou simplement à contribuer au confort matériel des membres de la famille au pays confèrent également un statut social au migrant dans sa communauté d'origine, qui peut contraster avec sa situation dans le pays d'accueil. À l'intérieur des ménages transnationaux, ils peuvent mener à une renégociation des rapports de pouvoir genrés. Si le lien entre migration et émancipation féminine fait débat, les travaux sur la maternité transnationale montrent que les femmes migrantes, en accédant à un statut de pourvoyeuses de revenus et en assurant le bien-être matériel des membres de leur famille, peuvent dans certains cas re-négocier leur place au sein du ménage, acquérir davantage de pouvoir, notamment décisionnel, lequel peut être perdu en cas de retour au pays (voir notamment Abrego 2009 ; Dreby 2006 ; Parreñas 2005 a et b ; Mahler et Pessar 2001).

Si les fonds qu'Ana envoie au pays lui permettent de (ré)affirmer son inscription dans le groupe familial nucléaire et élargi, ils participent également d'un projet d'autonomisation de la famille nucléaire à l'égard de la famille élargie, dont l'intervention dans la vie quotidienne est ici ressentie comme un poids. Persuadée qu'elle a donné assez de preuves de son dévouement à sa belle famille – qui la qualifiait au début de son mariage de « citadine non méritante » –, elle rêve de mettre en place, à son retour en Bolivie, une activité économique propre de manière à conserver son autonomie financière et avoir accès à une qualité de vie qui lui permettrait de s'épanouir en tant que femme, mère et épouse.

Dans les zones rurales boliviennes, la famille élargie continue en effet à jouer un rôle essentiel. Mais plutôt que de développer un projet d'autonomisation qui passe par un exode rural, Ana et son mari ont choisi de maintenir leur présence à la périphérie semi-rurale de Cochabamba et de développer leur propre activité. On est loin ici de la figure de la migrante qui fuit le poids des traditions et des inégalités de genre ancrées en milieu rural pour

migrer (seule) vers la ville, puis éventuellement à l'étranger. Cet exemple montre qu'un projet d'émancipation peut s'inscrire dans la ruralité, même s'il passe, et c'est là tout le paradoxe, par la migration d'un membre du couple en Italie, dans un environnement urbain.

L'exemple d'Ana illustre les diverses facettes de la transnationalisation de l'économie du *care* et de l'expérience des individus qui participent aux chaînes globales de soins. La trajectoire d'Ana et de sa famille est marquée par l'entrelacement entre des aspects locaux, nationaux et transnationaux qui se situent tant au niveau micro – par exemple, le projet de mobilité sociale familial qui conduit notamment Ana à accepter une baisse de rémunération pour obtenir un statut régulier et pouvoir voyager librement entre la Bolivie et l'Italie –, qu'au niveau macro, comme la concurrence, sur le marché du *care* italien, avec les femmes issues des autres nationalités, qui fait également baisser les prétentions salariales d'Ana et rendent le regroupement familial plus difficile. La politique migratoire italienne et les conditions de travail sur le marché du *care* italien enferment les migrantes comme Ana dans un mode de vie familial transnational avec lequel elles doivent composer pour mener à bien leur projet familial.

Le pari d'Ana est un pari risqué. La migration lui a permis d'augmenter son niveau d'autonomie et son pouvoir de négociation tant à l'égard de son mari que de sa belle-famille, mais au prix d'une aliénation sur le marché du *care* italien. Et rien ne garantit qu'elle pourra maintenir la place qu'elle a durablement gagnée auprès des siens en cas de retour au pays. Consciente du rapport de forces qui s'engagera probablement à son retour, Ana met toute son énergie dans la constitution d'un capital qui pourra garantir son autonomie financière et, elle l'espère, lui donner les clés pour s'émanciper de sa famille élargie et traiter d'égale à égal avec son mari.

Références bibliographiques

- Abrego, L. 2009. Economic well-being in Salvadoran transnational families: how gender affects remittance practices. *Journal of Marriage and Family*. 71(4): 1070-1085.
- Ariza, M. À paraître. Care circulation, absence and affect in transnational mothering. In *Transnational families, migration and the circulation of care: understanding mobility and absence in family life*. (Eds.) L. Baldassar et L. Merla. Londres: Routledge.
- Baldassar, L., C. Baldock et R. Wilding. 2007. *Families caring across borders: migration, ageing and transnational caregiving*. Londres: Palgrave Macmillan.
- Baldassar, L. et L. Merla. À paraître. Introduction. Care circulation: families, mobility and caregiving. In *Transnational families, migration and the circulation of care: understanding mobility and absence in family life*. (Eds.) L. Baldassar et L. Merla. Londres: Routledge.

- Bonizzoni, P. 2009. Living together again: families surviving Italian immigration policies. *International Review of Sociology*. 19(1): 83-101.
- Douglass, M. 2006. Global householding in Pacific Asia. *International Development Planning Review*. 28(4): 421-446.
- . 2012. Global householding and social reproduction: migration research, dynamics and public policy in East and Southeast Asia. ARI Working Paper N° 188. Singapour: Asia Research Institute. Accessible en ligne sur http://www.ari.nus.edu.sg/docs/wps/wps12_188.pdf
- Dreby, J. 2006. Honor and virtue: Mexican parenting in the transnational context. *Gender and Society*. 20(1): 32-59.
- Glick Schiller, N., L. Basch et C. Blanc-Szanton (Eds.). 1992. *Towards a transnational perspective on migration. Race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered*. *Annals of the New York Academy of Sciences*. Vol. 645. New York: The New York Academy of Sciences.
- Goulbourne, H. et M. Chamberlain. 2001. *Caribbean families in Britain and the transatlantic world*. Londres: McMillan.
- Hinojosa, A. 2009. *Buscando la vida. Familias bolivianas transnacionales en España*. La Paz: PIEB-CLACSO.
- Ledo, C. et I. Yépez (Eds.). 2012. *Nuevas dinámicas en la migración cochabambina. Trayectorias, reconfiguraciones familiares y transnacionalismo*. Cochabamba: CIUF-CUD-CEPLAG.
- Mahler, S. J. et P. R. Pessar. 2001. Gendered geographies of power: analyzing gender across transnational spaces. *Identities*. 7(4): 441-459.
- Martínez Franzoni, J. 2008. *Domesticar la incertidumbre en América Latina. Mercado laboral, política social y familias*. San José: Universidad de Costa Rica.
- Marzadro, M. 2011. La inmigración boliviana en Italia. Desde la localización del transnacionalismo hacia el territorio migratorio. *Revista Temas de Antropología y Migración*. N° 2 (Diciembre): 152-162.
- Parreñas, R. 2005a. *Children of global migration: transnational families and gendered woes*. Stanford: Stanford University Press.
- . 2005b. Long distance intimacy: class, gender and intergenerational relations between mothers and children in Filipino transnational families. *Global Networks*. 5(4): 317-336.
- Razy, E. et V. Baby-Colin. 2011. La famille transnationale dans tous ses états. *Autrepart*. 57/58: 7-22.
- Singh, S. 2006. Towards a sociology of money and family in the Indian diaspora. *Contributions to Indian Sociology*. 40(3): 375-398.
- . 2007. Sending money home – maintaining family and community. *International Journal of Asia-Pacific Studies*. 3(2): 93-109.
- Yépez I., C. Ledo et M. Marzadro. 2011. Si tu veux que je reste ici, il faut que tu t'occupes de nos enfants! Migration et maternité transnationale entre Cochabamba (Bolivie) et Bergame (Italie). *Autrepart*. 57/58: 199-214.
- Zelizer, V. 2005. Argent, circuits, relations intimes. *Enfances, Familles, Générations*. N° 2 (printemps).

